

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 08/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUTACHIMIE

USINE DE CHALAMPE
GESTIFTSFELD
68490 CHALAMPE

Références : 05313_2022_02_22_BUTACHIMIE_CHALAMPE_VIIC-soustraitance

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 CHALAMPE. L'inspection a été annoncée le 09/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le recours à la sous traitance est une pratique largement répandue dans les établissements Seveso. Le 6 décembre 2021, le BARPI publiait une synthèse relative à la sous-traitance et maîtrise des risques montrant que malgré une implication accidentelle relativement faible, les conséquences des accidents survenant sont relativement majeures. Le recours accru à la sous traitance sur certains sites peut être source de :

- perte de la maîtrise de l'installation et des activités sous-traitées,
- difficultés d'appropriation des risques par les parties prenantes,
- dilution des responsabilités vis-à-vis de la maîtrise des risques.

Les modalités de prise en compte et de gestion de la sous-traitance au sein de ces établissements sont notamment encadrées par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 (relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement). Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2022. Cette action consiste à mener des inspections ciblées sur la sous-traitance selon trois axes :

- la formation / sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures,
- la maîtrise des procédures d'exploitation,
- et la maîtrise des procédures d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 CHALAMPE
- Code AIOT dans GUN : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

Butachimie Chalampe est le site de fabrication d'Adiponitrile le plus important au monde.

Il est spécialisé dans la fabrication des intermédiaires de polyamides ayant pour applications principales les plastiques techniques, les fibres textiles, les fibres industrielles et les revêtements de haute technicité dans de nombreux secteurs industriels comme l'automobile, le textile, les équipements de la maison ou les biens de consommation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'examen des procédures du système de gestion de la sécurité en lien avec la sous-traitance,
- le contrôle de sous-traitants réalisant des travaux sur site le jour de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédure SGS relative à la sous traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
Identification des Entreprises Extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Identification des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Inspection commune préalable, suivi chantier	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Évaluation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Organisation de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site n'a pas mis en avant de situation de non conformité importante. Des observations sont formulées par l'inspection en vue d'améliorer la gestion des entreprises extérieures sur le site. Il appartient néanmoins à l'exploitant de s'en saisir pour les corriger.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Procédure SGS relative à la sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement
Constats : Les dispositions relatives au Système de Gestion de la Sécurité du site sont intégrées par l'exploitant au document dénommé « Manuel de Management » (MS.1.010 à 100). Dans ce document figure bien une intégration des aspects relatifs à la gestion des Entreprises Extérieures (EE) notamment à son chapitre 6 « planification », paragraphe 6.1.1 « Identification des dangers et gestion des risques/opportunités QHS2EI », où sont abordés les aspects liés aux permis de travail en renvoyant notamment aux procédures site : <ul style="list-style-type: none">• La 110 CS 081 « Règlement général d'hygiène et de sécurité à l'usage des entreprises extérieures".• La 110 CS 082 « Plan de prévention ».• La 110 CS 031 « Procédure des travaux » et aux procédures annexes figurant dans les chapitres 3 et 5 des consignes générales de sécurité de la plateforme de Chalampé (procédures plateforme 110 CS 031 à 110 CS 054).• La 110 CS 022 « Contrôle des Entrées – Entrées des personnes ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des Entreprises Extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS : organisation Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a mis en place un ensemble de procédure visant à encadrer l'utilisation des entreprises extérieures pour la réalisation de travaux sur site. Il est à noter qu'une partie de ces procédures sont communes avec la société gestionnaire de la plateforme, ou même rédigées par cette dernière, compte tenu du fait que c'est cette société qui est responsable des accès à la plateforme. En lien avec la prescription contrôlée reprise ci-dessus, peuvent notamment être citées les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• la procédure AC.2.006 (Évaluation de la performance des fournisseur) : cette procédure prévoit bien d'attribuer une criticité spécifique (maximale en terme de suivi du fournisseur) pour l'ensemble des fournisseurs dont la défaillance a un impact direct et important sur l'Hygiène, la Sécurité, l'environnement et l'Énergie (ex : entreprises travaillant sur le site). Lors du contrôle des éléments présentés par l'exploitant en salle il a pu être confirmé par échantillonnage qu'une entreprise extérieure intervenant sur site sur les installations était bien identifiée avec un niveau de criticité maximum.• La procédure 110 CS 082 « Plan de prévention », décrivant notamment le processus de consultation des EE, le rôle de coordination de l'exploitant, et les modalités de mise en œuvre globale des plans de prévention• Formulaire 110 FO 105 EE (Informations préalables et données pour le plan de prévention) il s'agit d'un formulaire visant à collecter des informations relatives à l'identité de l'entreprise sous traitantes, aux modalités d'interventions prévues, à la sous traitance de deuxième niveau, aux matériaux et produits susceptibles d'être utilisés, à la nature des travaux, aux formations et habilitations du personnel susceptibles d'intervenir, etc. Au delà du contrôle documentaire effectué par échantillonnage par l'inspection, le contrôle sur site de deux chantiers d'EE n'a pas mis en évidence d'écart vis-à-vis de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information / formation du personnel sous traitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS : formation Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : L'organisation de la formation des EE est notamment définie par les procédures : <ul style="list-style-type: none">• 110 CS 082 « Plan de prévention ». Dans cette procédure il est prévu que pour accéder au site, le personnel des EE doit assister à la formation « Accueil Sécurité Plateforme » et notamment remettre, en amont, les certificats de formation « Risque Chimique ». Sans ces éléments aucun badge d'accès ne peut être délivré. Des dérogations peuvent être accordées au cas par cas en fonction notamment de la nature des interventions (travail à faible risque pour les installations) et sous conditions strictes (par exemple encadrement en permanence par un personnel de la société utilisatrice). L'exploitant mentionne dans cette procédure que selon la nature des travaux à réaliser, les intervenants doivent disposer d'habilitations spécifiques. Ce dernier renvoie aux EE la responsabilité de s'assurer que son personnel est formé et habilité aux travaux à réaliser. Il mentionne la possibilité de vérifier la détention de ces habilitations au travers d'audit terrain. Les contrôles réalisés sur site sur deux EE prises par échantillonnage, quant à la possession des formations « accueil sécurité » et « Risque Chimiques », n'ont pas montré d'écart aux procédures de l'exploitant. Il est cependant apparu que pour l'EE n'intervenant pas régulièrement sur site, les risques globaux de l'installation étaient partiellement connus et maîtrisés.• 110CS031 « procédure exécution travaux » qui prévoit que des formations spécifiques soient délivrées par le personnel de l'entreprise utilisatrice vers l'entreprise extérieure en cas d'usage d'équipement spécifique (analyse d'atmosphère par exemple) ou conditions de travail particulière (surveillance feu par exemple). Le recyclage pour ces formations est triennal, or lors du contrôle sur site il est apparu pour l'EE qui n'intervient pas régulièrement sur le site, qu'elle avait une connaissance limitée quant au contenu de ces formations.
Observations : <p>Observation n°1 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le renvoi de responsabilité vers les EE quant à la vérification des habilitations spécifiques dont le personnel doit disposer. Il est également de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer au travers d'une démarche de prévention et non de correction que les personnes qui interviennent sur site sont bien munies d'habilitation en lien avec les risques identifiés dans les plans de prévention ou autorisation de travail, notamment pour les habilitations qui sont en lien avec des scénarios d'accidents majeurs sur le site.</p> <p>Observation n°2 : Il apparaît pertinent que l'exploitant mette en œuvre des processus lui permettant d'accroître la connaissance des risques de ses installations par les EE qu'il emploie, notamment celle n'intervenant pas régulièrement sur ses installations.</p> <p>Observation n°3 : Il apparaît pertinent que l'exploitant mette en œuvre des processus lui permettant d'accroître la connaissance des formations spécifiques qu'il prodigue aux EE qu'il emploie, notamment celle n'intervenant pas régulièrement sur ses installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite administrative mais à prendre en compte par l'exploitant.
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 2 du SGS : Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.
Constats : Les consignes liées aux risques spécifiques des installations sont transmises par l'exploitant à l'EE intervenante au travers de différentes étapes du processus travaux : <ul style="list-style-type: none">• à la signature du contrat, l'exploitant joint systématique à son Cahier des Charges une annexe reprenant les règles spécifiques au site (document « CCP annexe 01 », reprenant aussi les procédures générales précitées en terme de règles HSE, exécution de travaux, et plan de prévention.• lors de la demande d'accès au site, une formation (accueil sécurité) est obligatoire tous les 12 mois aux personnels des EE. Cet accueil reprend les éléments relatifs aux risques d'accident majeurs,• avant la réalisation des opérations, une autorisation de travail reprend les risques liés à l'environnement des travaux et susceptibles de générer des accidents, et le cas échéant des moyens de maîtrise des risques sont mis en place : permis feu, détection gaz, permis fouille, etc
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inspection commune préalable, suivi chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les procédures déjà mentionnées dans les points de contrôle précédents permettent d'atteindre l'objectif fixé par la prescription contrôlée concernant les interventions réalisées par des EE. Il est à noter que conformément aux dispositions relatives au plan de prévention deux visites préalables sont réalisées : la première où le donneur d'ordre est seul, la seconde correspondant à la visite commune préalable prévue par les dispositions relatives au plan de prévention. Ces visites ne sont pas retracées au niveau du plan de prévention, mais au niveau de l'autorisation de travail (elles étaient présentes sur les deux chantiers contrôlés sur site). En effet, certaines EE disposent d'un plan de prévention générique compte tenu de leur présence en permanence sur le site. Ce dernier est révisé trimestriellement par l'exploitant, l'analyse des risques spécifiques aux interventions est formalisée au travers de l'autorisation de travail spécifique à chaque travaux réalisés. Le contrôle du chantier par le donneur d'ordre est réalisé à minima une fois par jour. La réception des travaux se fait <i>a posteriori</i> par le donneur d'ordre ou l'utilisateur. Lors du contrôle des 2 EE sur site, il est apparu que pour l'une d'entre elle, l'autorisation de travail mentionnait en vu de la maîtrise des risques de l'intervention, la nécessité de disposer : <ul style="list-style-type: none">• d'une balise gaz (explosimétrie notamment) au vu des appareils utilisés en zone d'atmosphère explosive susceptible d'être présente,• d'un extincteur fourni par l'entreprise extérieure. L'EE contrôlée ne disposait pas d'un extincteur pour son opération, et ne disposait pas de la balise imposée par l'autorisation de travail. L'exploitant avait remplacé cette balise par un détecteur portatif multigaz, porté par un second opérateur qui n'était pas à proximité de l'équipement susceptible de générer une source d'ignition.
Observations : Observation n°4 : Il apparait pertinent que l'exploitant mette en œuvre des processus lui permettant d'interdire les travaux des EE qui ne disposeraient pas des éléments prévus par l'autorisation de travail ou le plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite administrative mais à prendre en compte par l'exploitant.
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Évaluation des entreprises extérieures :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
<p>Prescription contrôlée : Point 6 du SGS : surveillance des performances</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p> <p>Constats : L'évaluation des EE est réalisée par l'exploitant au travers de la procédure AC.2.006 « Evaluation de la performance fournisseur ».</p> <p>Cette procédure et les processus associés permettent à l'exploitant d'évaluer périodiquement les EE employées sur le site. Cette évaluation se fait tous les 3 ans, ou tous les ans si le résultat de l'évaluation n'atteint pas la note de 3 correspondant (d'après les critères fixés par l'exploitant) à une prestation « à la hauteur des attentes », la note maximale étend de 4.</p> <p>L'évaluation est pilotée par le service achat du site sur la base de critères HSSE et qualité, les relations, les coûts ou l'innovation sont également pris en considération.</p> <p>Lors de l'évaluation le service achat consulte, le client interne (donneur d'ordre), qui lui propose une évaluation du point de vue des performances HSSE, il apparaît important que le système de notation inclut un tiers, tel que le service HSE afin d'éviter que la personne qui effectue l'évaluation soit « juge et partie ». Les personnes présentes lors du contrôle ont confirmé que ce système de mise en corrélation des notations entre donneur d'ordre et service HSE avait été mis en place en 2021 et qu'il serait maintenu dans les années à venir.</p> <p>Il a pu être contrôlé sur une EE que le système d'évaluation prévoyait bien la mise en œuvre de plans d'actions en fonction de critère d'acceptabilité de la performance de l'EE évaluée.</p> <p>Le système en place ne permet pas au donneur d'ordre d'accéder à ces notations. Donner accès à ces informations aux clients internes, permettrait à ces derniers de mieux sélectionner les EE avec lesquelles ils souhaitent travailler. L'exploitant a déclaré qu'il était en train de mettre en œuvre ce système.</p> <p>L'exploitant met en œuvre un système d'audit sur son site en vue d'investiguer et corriger d'éventuelles dérives pouvant intervenir dans l'organisation des EE qu'il utilise. Ces objectifs sont actés annuellement lors des objectifs annuels des services et suivi périodiquement en revue de direction du site. Sur la période janvier-septembre 2021, 324 tournées HSE ont été réalisées par l'encadrement du site (ces tournées traitent notamment des aspects relatifs à la gestion des urgences et visent aussi bien les EE que les salariés de l'exploitant).</p> <p>L'exploitant a mentionné réaliser des audits sécurité, mais ceux-ci portent uniquement sur la protection des travailleurs (contrôle de la présence des Equipements de Protection Individuels).</p> <p>Observations :</p> <p>Observation n°5 : il apparaît pertinent que l'exploitant pérennise la pratique décrite pour l'année 2021, où le service HSE évalue conjointement avec le client interne les performances HSEE de l'entreprise sous-traitante et notamment à l'éclairage des résultats des différents audits réalisés par l'exploitant.</p> <p>Observation n°6 : l'inspection des installations classées encourage l'exploitant à mettre en œuvre le dispositif permettant aux clients internes d'accéder aux évaluations des EE qu'ils pourraient être amenés à consulter.</p>

Observation n°7 : Afin d'augmenter la proportion des contrôles permettant la détection des écarts vis à vis de l'application de ses propres procédures par les EE, il apparaît pertinent que l'exploitant étoffe ses audits terrain vers les EE, en y intégrant des aspects relatifs à la prévention des accidents majeurs : présence du Plan de prévention, contenu de l'analyse de risque dans l'Autorisation de Travail, complétude de la vigiminute, cohérence entre l'analyse des risques et les mesures prises sur le terrain, présence des autorisations spécifiques, présence d'une personne formée au Risque Chimique niveau 2, et validité des habilitations nécessaires pour les travaux, etc
Type de suites proposées : Sans suite administrative mais à prendre en compte par l'exploitant.
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
<p>Prescription contrôlée : Point 5 du SGS : gestion des situations d'urgence</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération internes prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats : Au delà des éléments précités en matière de formation, et d'information des risques qui englobe également les aspects relatifs à la conduite à tenir en cas d'urgence, l'exploitant a mis en place avant le démarrage des travaux des EE un document dénommé « vigiminute ». Ce document se veut opérationnel et doit être rempli avant chaque intervention par l'EE qui intervient sur le site. Dans ce document on retrouve notamment des aspects liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> à la présence sur les installations des EE, aux risques présents dans l'environnement des opérations (atmosphère explosive, produits inflammables, ...), la localisation des équipements de sécurité tel que : téléphone d'urgence, extincteurs,... la prise en compte des alertes (sirène/girophare ateliers). <p>Lors du contrôle sur site, une seule des deux EE avait initié ses travaux et donc rempli le document précité. Le contrôle de l'un des opérateurs a permis de mettre en avant que le document n'était que partiellement rempli, il n'avait par ailleurs pas connaissance de la localisation du téléphone d'urgence le plus proche, ni des extincteurs à utiliser.</p> <p>Concernant les aspects relatifs aux consignes/exercices d'évacuation, lors des 2 contrôles réalisés sur site auprès d'entreprises extérieures il est apparu que l'EE qui n'intervenait pas régulièrement avait une connaissance moindre de la conduite à tenir en cas d'urgence. Les consignes étaient globalement connues, mais le nouveau système relatif au badgeage en salle de confinement n'était pas maîtrisé. L'entreprise intervenant occasionnellement n'a jamais eu l'occasion de participer à un exercice POI sur site.</p> <p>L'entreprise extérieure qui intervient plus régulièrement a déjà participé aux exercices POI.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation n°8 : Il apparaît pertinent que l'exploitant mette en œuvre des processus lui permettant de garantir que toutes les EE qui interviennent sur site (et notamment celles qui sont présentes occasionnellement) se sont appropriées les consignes d'urgence du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite administrative mais à prendre en compte par l'exploitant.
Proposition de suites : Sans objet